Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

75 | 1998

Statut de l'écrit et de l'écriture en anthropologie

Les eaux du fleuve contre la brique de banco

Laurent Pellé

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/2630>

DOI : 10.4000/jda.2630

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 1998

Pagination : 143-148

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Laurent Pellé, « Les eaux du fleuve contre la brique de banco », *Journal des anthropologues* [En ligne], 75 | 1998, mis en ligne le 01 décembre 1999, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/2630> ; DOI : 10.4000/jda.2630

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

Journal des anthropologues

Les eaux du fleuve contre la brique de banco

Laurent Pellé

- 1 Cet article a pour objectif d'apporter un témoignage et quelques réflexions sur les événements météorologiques exceptionnels – pluies torrentielles et inondations – qui se sont manifestés dans la région de Niamey, au Niger en 1998. Nous devons signaler qu'il ne s'agit pas d'une analyse précise des conséquences de ces catastrophes, en raison du caractère incomplet des données et de l'insuffisance du nombre des témoignages. Nous proposons une description des dégâts survenus en suivant l'évolution temporelle des précipitations et de leurs effets sur les populations.
- 2 Cette saison des pluies restera gravée dans les mémoires des habitants de la région du fleuve et plus particulièrement de ceux de la capitale, du fait du nombre des destructions et des pertes mobilières ou vivrières. Les pluies sont apparues timidement en juin et juillet pour s'abattre violemment d'août à septembre. Elles étaient évaluées pour le mois d'août à plus du double (620 mm)¹ de la moyenne mensuelle des précipitations établie entre 1968 et 1990 (302 mm)². Elles provoquèrent, par conséquent, des dommages considérables. Les eaux du principal *kori*³, nommé Guntiyena, de Niamey atteignirent une rare force et emportèrent sur leur passage tous les obstacles avant de se répandre dans le fleuve. La ville fut, de ce fait, coupée en deux parties, et une seule route en état permettait de les rejoindre. A plusieurs endroits la voirie a été très endommagée – chaussées ensevelies ou emportées –, des ponts ont été détruits, à l'exception du pont Kennedy qui enjambe le Niger, perturbant fortement la circulation automobile. La distribution d'eau potable a été interrompue dans les quartiers limitrophes à l'est de la capitale durant la deuxième quinzaine d'août et n'a été rétablie dans tous les foyers qu'au début du mois d'octobre. La situation est encore plus grave, en ce qui concerne l'habitat traditionnel en terre des quartiers populaires (Yantala, Boukoki, Cité-caisse, la Poudrière, Gawey nouveau, Lamordé, Bangubana...): ceux-ci ont subi des destructions souvent irrémediables poussant à la rue une première vague de plusieurs milliers de citadins.
- 3 Au mois de septembre, les précipitations ne devaient pas faiblir (à la fin de ce mois les services météorologiques nigériens avaient enregistré plus de 1 000 mm de pluie, alors

que pour la même période la moyenne entre 1961 et 1990 était de 550 mm environ). Pour rencontrer une pluviométrie relativement semblable, il faut remonter à 1952 (980 mm) et au début du XX^e siècle, selon les témoignages des prêtres du fleuve, les Sorko Faran⁴. L'abondance des pluies provoqua à différents endroits la rupture des digues naturelles retenant les eaux des mares qui se déversèrent dans les *kori* ou les rivières, comme le Goruol, le Dargol et la Sirba, situés en amont de Niamey. Tous ces dégorgements amenèrent le fleuve déjà en crue à sortir de manière spectaculaire de son lit. Les aménagements conçus pour la protection des riverains cédèrent sous la pression des eaux et des inondations, sans commune mesure, touchèrent la partie ouest de l'agglomération. Il s'ensuivit une aggravation des destructions sur un habitat déjà endommagé par le phénomène et sur celui de quartiers épargnés jusqu'à ce moment. Les nouvelles victimes sauvèrent quelques effets et biens mobiliers pour se réfugier soit chez des proches soit dans les écoles de la ville. En aval de la capitale, les agglomérations et les rizières situées sur la rive gauche du fleuve ont été recouvertes par les eaux, causant d'importants dommages et détruisant, en grande partie, la récolte de riz.

- 4 L'exceptionnelle hauteur du niveau des eaux (plus de 500 cm au lieu de 310 cm)⁵ et la force du débit du fleuve (1 800 m³/s environ au lieu de 950 m³/s)⁶ provoquèrent de légers désordres à l'extrémité ouest du pont Kennedy, faisant naître des inquiétudes quant à la résistance de l'ouvrage lors de la montée des eaux, en provenance du Mali, aux mois de novembre et de décembre. En effet, si celui-ci devait être interdit à la circulation, le commerce de la région serait en grande partie perturbé voire détourné. Le pont n'est pas seulement l'unique artère de passage entre les deux parties est et ouest de l'agglomération mais il dessert aussi tout le trafic routier de la capitale avec le Burkina, le Ghana et la Côte-d'Ivoire. Par conséquent le maintien de son accès est vital pour l'approvisionnement de la ville.
- 5 Lorsque nous avons quitté la région de Niamey, au début du mois d'octobre, les orages et les pluies n'avaient pas cessé, mais leur intensité était plus faible. Cependant la situation restait critique pour les populations sinistrées qui étaient livrées à elles-mêmes, sans pouvoir bénéficier de secours efficaces et encore moins d'aide pour la reconstruction de leur habitat.
- 6 Les pluies torrentielles et les inondations ont fait des victimes, notamment lorsque les maisons se sont effondrées durant la nuit sur leurs occupants. Il y eut aussi des noyés quand les *kori* se sont brusquement mis à gonfler, emportant tout sur leur passage. Mais dans un cas comme dans l'autre, il est impossible d'établir une estimation ; en effet, c'est dans la plus grande discrétion que les morts furent enterrés et les témoins restent muets. Pour le moment, aucune autorité n'est en mesure de fournir le moindre chiffre à ce sujet. Les sans-abri de Niamey, par exemple, ne semblent pas avoir fait l'objet d'un recensement ; les chiffres qui circulent à leur propos ne sont pas précis. La variabilité provient aussi des départs de citoyens pour la campagne et du fait que d'autres ont trouvé refuge auprès de leur famille ou des amis. Quant au service municipal qui a été ouvert pour permettre aux propriétaires sinistrés de déclarer leurs pertes, il ne nous est d'aucune utilité, en effet, peu d'entre eux ont effectué cette démarche, par crainte d'éventuelles enquêtes que mènerait l'administration.
- 7 Malgré ces difficultés, les sans-abri seraient estimés à plusieurs dizaines de milliers (entre 20 000 et 30 000), chiffre qui se fonde sur le nombre de pâtes de maisons détruits et sur celui des réfugiés provisoirement logés dans les établissements scolaires (d'après un expert nigérien auprès de la Banque mondiale). A cet égard, l'occupation des écoles pose à

l'Etat nigérien un double problème, d'une part la rentrée scolaire n'a pu avoir lieu au début d'octobre et celle-ci fut repoussée à la deuxième moitié du même mois, d'autre part l'Etat ne peut évacuer les réfugiés n'ayant pas de solution pour leur procurer un nouveau lieu d'accueil.

- 8 Les témoignages font état de pertes matérielles très importantes, qui sont parfois à l'origine de la ruine de certaines familles. Par manque d'aide financière et matérielle, la reconstruction des maisons se fera uniquement par les sinistrés et avec leurs propres moyens. Par conséquent, le domaine bâti ne sera pas entièrement reconstruit et l'appauvrissement des populations les plus fragilisées s'étendra encore un peu plus à Niamey et sa région. Il serait utile d'observer et d'étudier, précisément, à l'échelle d'un quartier, l'impact des destructions sur les habitants et le coût social d'un tel phénomène. Ce qui permettrait la mise au jour du processus de recomposition du paysage social et d'évaluer les conséquences subies par les laissés pour compte.
- 9 Ainsi que nous l'avons décrit plus haut les infrastructures routières et de voirie ont été très endommagées, puis dans une moindre mesure les installations d'irrigation agricole subirent des dégradations. Se pose, dès à présent, pour les premières, la question de leur remise en état, ou de leur consolidation, afin que le trafic commercial routier (unique moyen d'approvisionnement du pays) puisse reprendre, rapidement, son cours normal. Par contre, les rizières et les installations d'irrigation devront attendre la décrue du fleuve, en janvier 1999, pour que commencent les premiers travaux de réparation. Mais d'ores et déjà, la récolte de riz est en grande partie compromise, ce qui provoquera une pénurie de la principale céréale consommée le long du fleuve et une envolée de son prix. A nouveau la majorité de la population connaîtra des difficultés alimentaires dans les mois à venir.
- 10 Pour réaliser l'ensemble de ces travaux, il faudrait à l'Etat nigérien des moyens importants mais qui lui font défaut. Toutefois une aide apportée par les organisations internationales ou par les coopérations étrangères permettrait au pays de pouvoir remédier à la situation présente. A ce jour, des dons de partenaires africains, en produits alimentaires ou médicaux, ont été distribués aux sinistrés avec quelques maigres contributions financières de la part de pays européens. Mais ces dernières restent très insuffisantes face à la tâche à accomplir. Il semblerait que les populations vont devoir compter sur elles-mêmes et peu sur l'extérieur.
- 11 Hormis l'action des facteurs naturels, l'ampleur des dégâts causés par la violence des pluies et des inondations, résulte aussi de facteurs humains. En effet il y a d'une part une détérioration du couvert végétal – déboisement intensif et surpâturage –, et d'autre part une urbanisation anarchique de Niamey. Le premier ne permet plus de retenir une partie des eaux pluviales, quant au second il est responsable de l'installation des habitants les plus défavorisés sur des espaces présentant un danger occasionnel. La localisation des habitations le long des rives du fleuve ou des *kori* des quartiers de Gamkalé, de Lamordé, de Yantala et de Bangubana (« la mare qui sort » en songhay) où la majorité des constructions de banco est aujourd'hui détruite, l'illustre de façon caractéristique. Pour chacun de ces deux phénomènes, un important travail de recherche reste à effectuer, qui permettrait ainsi d'évaluer l'impact de chacun d'eux et de prévoir leurs conséquences sociales et économiques sur les populations. Cependant, face à l'explosion démographique de la région et le constant exode rural, il paraît difficile, pour les autorités, de mettre en place un dispositif administrant l'implantation des habitants.

- 12 Pour conclure succinctement, les inondations de l'année 1998 nous révèlent dans un premier temps les différents dysfonctionnements de l'assistance aux sinistrés qui sont actuellement livrés à eux-mêmes, dans un deuxième temps des importantes difficultés rencontrées par un pays aux ressources limitées et dans un troisième temps des conséquences de l'installation anarchique des populations d'une ville ne pouvant matériellement et économiquement faire face au nombre toujours grandissant de ces habitants.
-

NOTES

1. Direction de la météorologie nationale du Niger, données pluviométriques mensuelles, août 1998.
 2. Direction de la météorologie nationale du Niger, données pluviométriques mensuelles et annuelles, entre 1968 et 1990.
 3. Cours d'eau intermittent.
 4. Maîtres-pêcheurs du fleuve Niger, agents religieux des biefs de ce dernier et pour certains d'entre eux prêtres du culte de possession des génies.
 5. Direction de la météorologie nationale du Niger, hauteurs moyennes du fleuve des mois de septembre, entre 1980 et 1992.
 6. Direction de la météorologie nationale du Niger, débits moyens du fleuve des mois de septembre, entre 1980 et 1992.
-

AUTEUR

LAURENT PELLÉ

Docteur en ethnologie